



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8362>

Cachez ce racisme systémique qu'on ne veut ni voir ni nommer

- Journal des Alternatives - Publications - Communiqués, déclarations, mémoires -

LDL

Date de mise en ligne : mercredi 25 octobre 2017

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Montréal, le 25 octobre 2017- Avant même que les premiers témoignages ne soient livrés, le gouvernement Couillard a détourné la consultation sur la discrimination systémique et le racisme au profit d'un exercice lié strictement à la problématique de l'emploi. La Ligue des droits et libertés (LDL) dénonce cette décision qui place les institutions publiques du Québec à l'abri d'un examen du caractère systémique de leurs pratiques et politiques. La LDL s'oppose également à la manière de poser le problème. Elle rejette entièrement l'idée d'instrumentaliser les personnes racisées afin qu'elles répondent « aux défis de pénurie de main d'oeuvre ainsi qu'au défi démographique à Québec et dans les régions », tel que précisé par le ministre Heurtel.

La LDL déplore qu'il ne soit plus question de discrimination ni de racisme systémique et que les personnes racisées ne soient plus au centre de la démarche, comme elles devaient l'être tout au long du processus. La démarche consiste plutôt en une tournée pré-électorale de deux ministres sur le thème de l'emploi. Le champ d'analyse a été considérablement réduit en excluant de la démarche les secteurs de l'éducation, du logement, de la santé, de la sécurité publique, de la culture, etc. La démarche proposée antérieurement permettait, dans chacun de ces secteurs, de dresser un portrait de la réalisation des droits, notamment le droit à l'égalité. Elle nous amenait également à tenir compte de l'interdépendance de chacun de ces droits et de leur impact respectif sur la réalisation des autres droits. On a plutôt choisi de subordonner la réalisation de tous ces droits à celui d'avoir un emploi, ce qui rend l'exercice totalement superficiel.

À aucun moment lors de son annonce, ni dans son communiqué, le ministre Heurtel ne réfère à la dimension systémique de la discrimination à laquelle sont confrontées les personnes racisées. La LDL craint que la nouvelle approche ne présente dès lors la discrimination dans le secteur de l'emploi que comme de regrettables gestes individuels. On renonce ainsi à aborder la problématique d'un point de vue structurel et à formuler des solutions systémiques pertinentes.

Enfin, la LDL dénonce le fait que, dans son message, le gouvernement confond encore une fois les Québécois-es racisé-e-s avec des personnes immigrantes : il est choquant de prétendre que les premiers aient à entreprendre des démarches d'intégration pour se trouver un emploi ou devenir membres à part entière de leur société.

En quelques jours, le gouvernement du Québec nous offre deux démonstrations patentes de ce qu'est le racisme systémique. L'adoption du PL 62, qui érige un mécanisme de discrimination à l'égard des femmes portant le niqab ou la burqa, en est un premier exemple puis, le détournement de la consultation, qui assujettit les droits des personnes racisées aux intérêts économiques du Québec, en est un autre. Ces deux exemples confirment à eux seuls le bien-fondé de la demande de tenir une commission consultative sur le racisme systémique avec un large mandat. La tenue d'une telle commission demeure essentielle afin de mettre en examen l'ensemble des institutions et de l'appareil gouvernemental et non « les Québécois-es » comme certains l'ont laissé entendre pour discréditer l'idée.

Dans ce contexte, la LDL tient également à exprimer sa solidarité envers les groupes confrontés à la discrimination raciale et au racisme systémique et invite la population à faire de même en prenant part à la grande manifestation populaire contre la haine et le racisme qui aura lieu le 12 novembre prochain à Montréal.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

La LDL est membre de la Table de concertation sur le racisme systémique. Elle a aussi produit en septembre 2017 la brochure Le racisme systémique... Parlons-en !

► 30-

Pour informations et entrevues :

Lysiane Roch, responsable des communications

514-715-7727